



Séance ordinaire du vendredi 21 décembre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt et un décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Hervé MARTIN, Yvon PELLET, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Jean-Marc ALAUZET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Isabelle GIANIEL, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Christophe COUR.

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Commune de Lattes - Site du Méjean - Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Lattes pour la réalisation de travaux hydrauliques - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

La commune de Lattes était gestionnaire, par voie de convention du 16 novembre 2006, du site Etang du Méjean, propriété pour partie du Conservatoire du Littoral, notamment via les agents et les actions de la Maison de la Nature. La commune exerce sur cet espace une mission globale de maintien et d'amélioration de la diversité biologique nécessitant une maîtrise des conditions hydrauliques permettant de maintenir la diversité des habitats des zones humides. Elle réalise à cet effet des opérations d'entretien courant mais aussi des travaux de grosses réparation, de modernisation et de renouvellement sur les ouvrages et équipements du site du Méjean qui participent à cet objectif. Elle mène aussi des actions d'animation, de coordination et de découverte pédagogique de cet espace naturel remarquable, à la fois à destination des utilisateurs ainsi que du grand public.

Montpellier Méditerranée Métropole assure depuis le 1^{er} janvier 2018 la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et la Protection contre les Inondations (GEMAPI), visant les items de l'article L.211-7 du Code de l'environnement suivants :

- aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
- entretien et aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;
- défense contre les inondations et contre la mer ;
- protection et restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

Ces évolutions institutionnelles et la diversité d'acteurs induite, imposent d'assurer la continuité et l'unicité de la gestion de ce site naturel protégé remarquable, classé Natura 2000 et Ramsar, par la commune de Lattes au bénéfice de ses habitants et de ceux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Une convention de gestion a donc été approuvée par délibérations concordantes de la commune de Lattes et de la Métropole, respectivement en date du 27 novembre et du 3 décembre 2018 pour définir les conditions d'exercice des missions relevant des compétences métropolitaines en matière de gestion du petit et grand cycle de l'eau, par la commune de Lattes, sur le site de l'étang du Méjean.

A ce titre la commune de Lattes continuera d'assurer l'ensemble du Plan de Gestion établi en 2004, de manière concertée sur le site du Méjean, notamment les missions relevant en tout ou partie de la Métropole :

- gestion hydraulique en ce qu'elle comprend la gestion des vannes martelières et des réseaux de canaux et de fossés participant à la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi qu'à la lutte contre les inondations ;
- mise en valeur de la roselière ;
- lutte contre les espèces envahissantes ;
- coopération institutionnelle ;
- coordination de la gestion du site avec son environnement.

Afin d'assurer une totale continuité de gestion sur ce site, l'article 5 de cet accord prévoit que la commune de Lattes assure, dans le cadre de sa gestion globale du site du Méjean, la maîtrise d'ouvrage de toutes les opérations d'investissement participant à l'exercice des compétences exercées pour le compte de la Métropole.

En application de ces dispositions, il est proposé de conclure une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Lattes concernant tous les travaux relevant des compétences métropolitaines qu'elle réalisera sur ce site notamment concernant :

- la lutte contre les inondations ;
- l'entretien des plans d'eau ;
- la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides.

Cette convention de maîtrise d'ouvrage établie en application de la loi 85-704 du 12 juillet 1985, modifiée, expose le programme prévisionnel des travaux à réaliser par la commune de Lattes. Ils porteront en priorité sur la création d'ouvrages hydrauliques de type de vannes martelières ou l'aménagement de canaux, de fossés ou de plans d'eau.

Elle est conclue pour une période de 2 ans à compter du 1^{er} janvier 2019 soit jusqu'au 31 décembre 2020.

La commune de Lattes assurera au nom et pour le compte de la Métropole, l'ensemble des missions prévues à l'article 3 de la loi susvisée.

Le projet de convention définit :

- les ouvrages et travaux qui font l'objet du contrat, les attributions confiées au mandataire, les conditions dans lesquelles le maître de l'ouvrage constate l'achèvement de la mission du mandataire, les modalités de la rémunération de ce dernier, les pénalités qui lui sont applicables en cas de méconnaissance de ses obligations et les conditions dans lesquelles le contrat peut être résilié
- le mode de financement des travaux et ouvrages ainsi que les conditions dans lesquelles le maître de l'ouvrage fera l'avance de fonds nécessaires à l'accomplissement du contrat ou remboursera les dépenses exposées pour son compte et préalablement définies ;
- les modalités du contrôle technique, financier et comptable exercé par le maître de l'ouvrage aux différentes phases de l'opération ;
- les conditions dans lesquelles l'approbation des avant-projets et la réception des travaux et ouvrages sont subordonnées à l'accord préalable du maître de l'ouvrage
- les conditions dans lesquelles le mandataire peut agir en justice pour le compte du maître de l'ouvrage.

La réalisation de ces missions par la commune de Lattes ne fera l'objet d'aucune rémunération spécifique.

La Métropole remboursera l'ensemble des coûts supportés par la commune de Lattes pour la réalisation de ce programme prévisionnel de travaux qui sera plafonné à 10 000 € HT par an sur la durée de la convention soit 20 000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Lattes pour la réalisation d'ouvrages et de travaux relevant de la compétence GEMAPI sur le site des étangs du Méjean,
- dire que les crédits sont inscrits au budget principal de la Métropole, chapitre 907,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/12/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 28 décembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20181221-68838A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/01/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.